

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3421

17 novembre 2014

SOMMAIRE

Alcogro S.A.	164208	Euromedic S.A.	164169
Aménagement Commercial Grand-Rue	164206	Europäische Heizungs- und Solartechnik AG	164165
Colcos S.A.	164168	European Directories BondCo S.C.A. ...	164165
DCC Financial Services Ireland Limited Lu- xembourg Branch	164162	European Property Lux FinCo 1 S.à r.l. ..	164166
DCC Treasury S.à r.l.	164162	European Property SICAV-FIS	164166
DCC Treasury Services Limited Luxem- bourg Branch	164162	European Property Soparfi 1 S.à r.l.	164207
Desantis S.A.	164163	Europ Investigations S.A.	164169
Destiny Invest S.A.	164163	Exchange Quay Salford UK S.à r.l.	164163
DGIC Luxembourg S.à r.l.	164164	Expert Investor SICAV - SIF	164166
Diamond Mountain S.A.	164163	Facility-Trade S. à r.l.	164166
Distillerie Othon Schmitt S.à r.l.	164164	Financière Européenne des Retail Parks S.A.	164169
Dragon S.A.	164164	"Goodman Carpo Logistics (Lux) S.à r.l.	164188
Drug Development Consulting Services S.A.	164164	"Goodman Celadon Logistics (Lux) S.à r.l.	164197
Dundee Realty Acquisitions SCS	164162	Grey Shepherd S.à r.l.	164206
DV International S.A. (DVI S.A.)	164164	Haustüren und Fenster Design S.à r.l. ...	164205
Ed. Meyers & Cie S.à r.l.	164165	iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.	164165
Eleaur Conseillers Privés S.à r.l.	164167	iii European Property Lux FinCo 1 S.à r.l.	164166
Eleaur S.à r.l.	164167	iii European Property SICAV-FIS	164166
Emeste S.A.	164167	iii European Property Soparfi 1 S.à r.l. ..	164166
Encryption S.A.	164168	iii European Property Soparfi 1 S.à r.l. ..	164207
Energering Consult S.à r.l.	164167	Jack (Cologne 21) S. à r.l.	164195
Etablissement Kerger S.A.	164167	SHCO 97 S.à r.l.	164170
Eulerphi Management S.A.	164168	Yellow Mountain S.à r.l.	164170
Eurinox S.A.	164169		
Euroamerican Finance S.A.	164169		

Dundee Realty Acquisitions SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.586.

—
Extrait des décisions prises par Dundee Realty Acquisitions Ltd (General Partner) en date du 17 septembre 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Dundee Realty Acquisitions SCS

Dream Gloabal Advisors Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014163132/14.

(140186151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

DCC Financial Services Ireland Limited Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 120.657.

—
EXTRAIT

La société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Gérard Whyte, Administrateur de DCC Financial Services Ireland Limited, à DCC House, Leopardstown Road, Foxrock, Dublin 18, Irlande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163135/13.

(140185553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

DCC Treasury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.023.825,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 138.667.

—
EXTRAIT

La société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Gérard Whyte, Administrateur de DCC Financial Services Ireland Limited, à DCC House, Leopardstown Road, Foxrock, Dublin 18, Irlande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163137/14.

(140185554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

DCC Treasury Services Limited Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 120.656.

—
EXTRAIT

La société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Gérard Whyte, Administrateur de DCC Treasury Services Limited, à DCC House, Leopardstown Road, Foxrock, Dublin 18, Irlande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163138/13.

(140185552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Desantis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 48.301.

Suivant une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des associés du 17.10.2014 de la société DESANTIS S.A., il a été décidé:

1. Madame Sabine TESKE est révoqué en tant qu'Administrateur de la société avec date effective au 17 octobre 2014
2. Monsieur Igor Busarov, né le 09/04/1963 à Moscow, demeurant à 10 Leontievsky per., 103009 Moscow est nommé en tant qu'Administrateur de la société. Son mandat expirera lors de l'AGO que se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 17.10.2014.

Signature.

Référence de publication: 2014163141/13.

(140185960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Destiny Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 77.236.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 octobre 2014

1. L'Assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.
2. L'Assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins au 3, Place Dargent à L-1413 Luxembourg.

Roger CAURLA

Liquidateur

Référence de publication: 2014163144/14.

(140186306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Diamond Mountain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 161.978.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIAMOND MOUNTAIN S.A.

Référence de publication: 2014163146/10.

(140185910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Exchange Quay Salford UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.761.

Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:

1. Le siège social a été transféré de L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1^{er} Septembre 2014.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Douwe Terpstra gérant de classe B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Exchange Quay Salford UK S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163162/17.

(140186395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

DGIC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 176.865.

—

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 20 octobre 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Vincent COINTEPAS et Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN, gérants B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour DGIC Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163145/16.

(140185798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Distillerie Othon Schmitt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 44, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 23.703.

—

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163150/9.

(140185618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Dragon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.127.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163151/10.

(140185536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Drug Development Consulting Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 87.133.

—

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lungu Calin.

Référence de publication: 2014163152/10.

(140186048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

DV International S.A. (DVI S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 05, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 94.096.

—

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163153/9.

(140186042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Ed. Meyers & Cie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 27.904.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la société mère Meyers S.A., ayant son siège social au 2, rue de Breedewues, L-1259 Senningerberg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 43.564, ainsi que les déclarations telles que reprises aux articles 70 b) et c) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163154/14.

(140185292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Europäische Heizungs- und Solartechnik AG, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 14.160.

EXTRAIT

Par courrier recommandé du 13 novembre 2012, le siège social à L-1343 Luxembourg, 3, Montée de Clausen de la société Europäische Heizungs und Solartechnik A.G., a été dénoncé avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Birden & Gilson

Patrick Birden

Domiciliataire

Référence de publication: 2014163156/14.

(140185532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

European Directories BondCo S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 181.401.

EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 29 août 2014 a décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Le gérant de la Société a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des membres du conseil de surveillance de la Société ont également changé. Lesdits membres résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Directories BondCo S.C.A.

Référence de publication: 2014163157/16.

(140185729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 140.044.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163158/10.

(140185750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

**European Property Lux FinCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. iii European Property Lux FinCo 1 S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.988.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163159/10.

(140185761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

iii European Property Soparfi 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.586.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163160/10.

(140185775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

**European Property SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement
Spécialisé,**

(anc. iii European Property SICAV-FIS).

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 137.555.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163161/11.

(140185744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Expert Investor SICAV - SIF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 125.562.

Suite à la démission de Mr. Jean-Paul Gennari du conseil d'administration, Mr. Robert Archbold, domicilié à 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a été nommé membre du conseil de la société susmentionnée avec effet au 13 octobre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014163163/12.

(140185771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Facility-Trade S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 19, rue des Labours.
R.C.S. Luxembourg B 118.977.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 29.09.2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen.

Référence de publication: 2014163194/11.

(140186314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

E.C.P. S.à r.l., Eleaur Conseillers Privés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 183.606.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.
Référence de publication: 2014163169/10.
(140186441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Eleaur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 169.541.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.
Référence de publication: 2014163171/10.
(140186435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Emeste S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 15, rue de Reims.
R.C.S. Luxembourg B 116.567.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 7 octobre 2014

Cinquième résolution

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Marc TAMAI en sa qualité d'administrateur de la société.
L'assemblée nomme en son remplacement Monsieur Christophe TAMAI, demeurant à L-4985 Sanem, 1, Rue d'Esch, né à Luxembourg, le 28 août 1992. Il finira le mandat de l'administrateur qu'il remplace, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2018.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
POUR EXTRAIT CONFORME.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.
Référence de publication: 2014163173/16.
(140186030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Energering Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9772 Troine, Maison 32.
R.C.S. Luxembourg B 144.050.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014163175/9.
(140185990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Etablissement Kerger S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7795 Bissen, 12, Zone Artisanale et Commerciale Klengbusbiérg.
R.C.S. Luxembourg B 97.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014163176/9.
(140185922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Encryption S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 117.678.

Il résulte des actes de la Société que Mr Riccardo INCANI et Mr Andréa CARINI ont présenté leur démission de leur fonction d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENCRYPTION S.A.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2014163174/13.

(140185859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Eulerphi Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 156.442.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement le 8 septembre 2014 que les modifications suivantes ont été apportées:

- *Commissaire aux comptes:*

La société ARTEMIS AUDIT & ADVISORY, 25A boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, a été nommée commissaire aux comptes en lieu et place de la société READ S.A.R.L., avec effet immédiat.

Le mandat susvisé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014163177/14.

(140186165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Colcos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 90.548.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 31 juillet 2014

1) M. Inigo GUTIERREZ ALLUE a été reconduit dans son mandat d'administrateur de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

2) M. Sébastien ANDRE a été reconduit dans son mandat d'administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

3) Les mandats d'administrateur de catégorie B et de présidente du conseil d'administration de Mme Katia CAMBON, venus à échéance, n'ont été renouvelés.

4) M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme administrateur de catégorie B et président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

5) La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a été reconduite dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

6) Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de M. Sébastien ANDRE, administrateur de catégorie B, se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour COLCOS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014163111/27.

(140185656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Eurinox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 33.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163178/10.

(140185519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Euroamerican Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 139.304.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue par voie circulaire en date du 3 octobre 2014 que M. Caetano ESPIRITO SANTO BEIRÃO DA VEIGA, chef d'entreprises, né le 23 juillet 1960 à S. Mamede, Lisbonne, Portugal, avec adresse professionnelle à Rua de São Bernardo, 62, P-1200-826 Lisbonne a été nommé par voie de cooptation à la fonction d'Administrateur et Président du conseil d'Administration de la Société, en remplacement de M. Manuel Fernando MONIZ GALVAO ESPIRITO SANTO SILVA, démissionnaire, avec effet immédiat.

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014163179/16.

(140185715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Europ Investigations S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 115.014.

Par la présente je résilie le contrat domiciliation 2a, place de Paris L-2314 Luxembourg avec votre société avec effet au 15 octobre 2014.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Me Romain LUTGEN

Référence de publication: 2014163181/9.

(140185890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Euromedic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 7, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 59.974.

Les comptes annuels du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163180/10.

(140185625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Financière Europa S.A., Financière Européenne des Retail Parks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163191/9.

(140185690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

SHCO 97 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.593.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 15 octobre 2014:

- Ancienne situation associée:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.: 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

	Parts sociales
Publity Real Estate Opportunity Services S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B n° 187131, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert	12.500
Total	12.500

Luxembourg, le 22.10.2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour SHCO 97 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014164341/20.

(140186781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Yellow Mountain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 181.532.

DEPOT RECTIFICATIF

DU PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIERE

ENTRE

YELLOW MOUNTAIN S.A.R.L.

ET

RED VALLEY (LUXEMBOURG) 2 S.A R.L./B.V.

DEPOSE AU R.C.S. LUXEMBOURG LE 13 NOVEMBRE 2014

SOUS LA REFERENCE L140202179

COMMON DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER

YELLOW MOUNTAIN S.À R.L.

(*Acquiring Company*)

and

RED VALLEY (LUXEMBOURG) 2 S.À R.L./B.V.

(*Company Ceasing to Exist*)

Gemeenschappelijk voorstel tot Grensoverschrijdende Fusie

De besturen van:

1. Yellow Mountain S.à r.l., een vennootschap naar Luxemburgs recht (Société à responsabilité limitée), kantoorhoudende te 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Luxemburg, ingeschreven in het Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) te Luxemburg onder nummer B 181.532, met een aandelenkapitaal van EUR 12,500 (Verkrijgende Vennootschap); en

2. Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, statutair gevestigd te Breda en kantoorhoudende te 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Luxemburg, ingeschreven in het Handelsregister van de Kamer van Koophandel in Nederland onder dossiernummer 20078307, alsmede ingeschreven in het Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) te Luxemburg onder nummer B 185.364, met een aandelenkapitaal van EUR 18,000 (Verdwijnende Vennootschap en tezamen met de Verkrijgende Vennootschap, de Fuserende Vennootschappen),

IN AANMERKING NEMENDE:

(i) dat de Verkrijgende Vennootschap alle geplaatste (en volgestorte) aandelen in de Verdwijnde Vennootschap houdt;

- (ii) dat bij geen van de Fuserende Vennootschappen een raad van commissarissen is ingesteld;
- (iii) dat geen van de Fuserende Vennootschappen ontbonden is, in staat van faillissement verkeert of surseance van betaling heeft aangevraagd;
- (iv) dat geen van de Fuserende Vennootschappen een ondernemingsraad of een vereniging van werknemers die werknemers van één van de te fuseren vennootschappen of dochtervennootschappen van deze onder haar leden telt kent, heeft.

STELLEN VOOR EEN GRENSOverschrijdende FUSIE in de zin van de Richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen en de relevante lokale wetgeving van toepassing zijnde op de Fuserende Vennootschappen tot stand te brengen als gevolg waarvan:

- de Verdwijnende Vennootschap ophoudt te bestaan; en
- de Verkrijgende Vennootschap het vermogen van de Verdwijnende Vennootschap onder algemene titel verkrijgt, (de Grensoverschrijdende Fusie),

MET DIEN VERSTANDE dat dit fusievoorstel is opgesteld in het Engels, Nederlands en Frans en dat in geval de Engelse versie afwijkt van één van de andere versies, de Engelse versie leidend is.

De ingevolge de artikelen 2:312 lid 2 en 2:333d van het Nederlands Burgerlijk Wetboek en artikelen 261, 262 (2) en 278 van de Luxemburgse Wet op de handelsvennootschappen 1915 (de Luxemburgse Wet) te vermelden gegevens zijn de volgende:

a. Rechtsvorm, naam en zetel van de fuserende vennootschappen.

(i) Yellow Mountain S.à r.l., een vennootschap naar Luxemburgs recht (Société à responsabilité limitée), kantoorhoudende te 51, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Luxemburg, ingeschreven in het Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) te Luxemburg onder nummer B 181.532, met een geplaatst aandelenkapitaal van EUR 12,500; en

(ii) Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, statutair gevestigd te Breda en kantoorhoudende te 51, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Luxemburg, ingeschreven in het Handelsregister van de Kamer van Koophandel in Nederland onder dossiernummer 20078307, alsmede ingeschreven in het Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) te Luxemburg onder nummer B 185.364, met een geplaatst aandelenkapitaal van EUR 18,000.

b. Statuten Verkrijgende Vennootschap. Deze Statuten zijn vastgesteld bij akte van oprichting op 23 oktober 2013 voor Maître Gérard Lecuit, notaris te Luxemburg, Luxemburg, verleden, gepubliceerd in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (de Mémorial), per de datum 24 December 2013 nummer 3285. De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zijn laatstelijk gewijzigd op 30 mei 2014 voor Maître Henri Beck, notaris te Echternach, Luxemburg, verleden, gepubliceerd in de Mémorial per de datum 11 augustus 2014 nummer 2120. De tekst van de Statuten is als Bijlage A aan dit voorstel gehecht.

De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zullen bij gelegenheid van de fusie niet gewijzigd worden, nu sprake is van een vereenvoudigde fusie (waarbij de Verkrijgende Vennootschap de (enige) houdster is van het volledige geplaatste (en volgestorte) kapitaal van de Verdwijnende Vennootschap) en derhalve een toename in het aandelenkapitaal van de Verkrijgende Vennootschap geen vereiste is.

c. Rechten die de Verkrijgende Vennootschap toekent aan de houders van aandelen met bijzondere rechten en aan houders van andere effecten dan aandelen, of de jegens hen voorgestelde maatregelen. Aangezien er noch aandelen met bijzondere rechten zijn, noch personen die anders dan als aandeelhouder bijzondere rechten hebben jegens de Verdwijnende Vennootschap, worden geen bijzondere rechten of vergoedingen ten laste van de Verkrijgende Vennootschap toegekend.

d. Bijzonder voordeel dat wordt toegekend aan deskundigen of leden van de organen die belast zijn met het bestuur of de leiding van of het toezicht of de controle op de Fuserende Vennootschappen. Geen. Geen deskundige zal worden benoemd om het voorstel te onderzoeken en het opstellen van een rapport omtrent de fusie, aangezien de Verkrijgende Vennootschap de (enige) houdster is van het volledige geplaatste (en volgestorte) kapitaal van de Verdwijnende Vennootschap.

e. Voornemens over de samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap na de Grensoverschrijdende Fusie. Er bestaat geen voornemen om na de Grensoverschrijdende Fusie wijziging te brengen in de samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap.

De huidige samenstelling is als volgt:

- John G.H. Dercksen; en
- Frank Bergman.

f. Datum van kracht worden Grensoverschrijdende Fusie. De Grensoverschrijdende Fusie wordt van kracht tussen de Fuserende Vennootschappen en jegens derden per de datum van publicatie in de Mémorial van de notulen van de algemene

vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap waarin de Grensoverschrijdende Fusie wordt goedgekeurd (de Effectieve Datum).

g. Datum vanaf welke de handelingen van de Verdwijnende Vennootschap boekhoudkundig geacht worden te zijn verricht voor rekening van de Verkrijgende Vennootschap. De Grensoverschrijdende Fusie heeft boekhoudkundig geen terugwerkende kracht.

Met ingang van de Effectieve Datum zullen de financiële gegevens van de Verdwijnende Vennootschap worden verantwoord in de jaarrekening (of andere financiële verantwoording) van de Verkrijgende Vennootschap.

h. Voorgenomen maatregelen in verband met de toekenning van aandelen. Geen toekenning van aandelen door de Verkrijgende Vennootschap zal plaatsvinden, nu sprake is van een Grensoverschrijdende Fusie van een moedervennootschap met haar 100% dochtervennootschap.

i. Voornemens omtrent voortzetting of beëindiging van activiteiten. De activiteiten van de Verdwijnende Vennootschap zullen door de Verkrijgende Vennootschap worden voortgezet.

j. Goedkeuring van het besluit tot fusie. De aandeelhoudersbesluiten tot fusie in overeenstemming met het fusievoorstel behoeven niet de goedkeuring van enig orgaan van één van de Fuserende Vennootschappen noch van een derde.

k. Invloed van de Grensoverschrijdende Fusie op de grootte van de goodwill en de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap. De Grensoverschrijdende Fusie heeft de volgende invloed op de grootte van de goodwill van de Verkrijgende Vennootschap: geen.

Als gevolg van de Grensoverschrijdende Fusie zullen de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap toenemen met het bedrag van de uitkeerbare reserves van de Verdwijnende Vennootschap.

l. Waarschijnlijke gevolgen voor de werkgelegenheid. De Grensoverschrijdende Fusie zal geen gevolgen hebben voor de werkgelegenheid aangezien de Fuserende Vennootschappen geen werknemers in dienst hebben.

m. Procedure met betrekking tot medezeggenschap. Aangezien geen van de Fuserende Vennootschappen onderworpen is aan nationale wetgeving inzake werknemersvertegenwoordiging in de lidstaat van de Europese Unie waar zij haar geregistreerd adres heeft, is een procedure voor de vaststelling van regelingen met betrekking tot medezeggenschap als bedoeld in Artikel 2:333k van het Burgerlijk Wetboek in de Verkrijgende Vennootschap niet vereist.

n. Informatie over de waardering van de activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschap die overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap. De waardering van de relevante activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschap die overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap was laatstelijk gedaan op 12 november 2014 op basis van boekwaarde.

o. Datum van de laatst vastgestelde jaarrekening of tussentijdse vermogensopstelling, gebruikt om de voorwaarden voor de Grensoverschrijdende Fusie vast te stellen. De datum van de tussentijdse vermogensopstelling van de Fuserende Vennootschappen die gebruikt is om de voorwaarden voor de fusie vast te stellen is:

Verkrijgende Vennootschap:

12 november 2014;

Verdwijnende Vennootschap:

12 november 2014.

p. Voorstel voor de hoogte van de schadeloosstelling van aandeelhouders. Aangezien het niet de verwachting is dat tegen de Grensoverschrijdende Fusie zal worden gestemd, wordt er geen voorstel gedaan voor de hoogte van de schadeloosstelling van aandeelhouders die tegen dit voorstel stemmen.

q. Bijlagen. Bijlagen bij dit fusievoorstel maken een integraal onderdeel uit van dit voorstel.

r. Rechten van schuldeisers. Vanaf de inwerkingtreding van de fusie, zullen de schuldeisers van de Verdwijnende Vennootschap de schuldeisers van de Verkrijgende Vennootschap geworden.

De crediteuren van de Verdwijnende Vennootschap zijn gerechtigd om binnen één maand, gerekend vanaf de datum van publicatie van dit fusievoorstel in de Staatscourant en een landelijk verspreid dagblad, een verzoekschrift in te dienen bij de rechtbank voor het geven van een waarborg in overeenstemming met het bepaalde in artikel 2:316 BW.

In overeenstemming met artikel 268 van de Luxemburgse Wet kunnen de schuldeisers van de Fuserende Vennootschappen, gedurende twee maanden vanaf de Effectieve Datum en niettegenstaande enige andersluidende overeenkomst, een verzoek indienen bij de voorzitter van de handelskamer van het "Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg", toezien op handelszaken en dringende aangelegenheden, tot het verkrijgen van voldoende waarborgen of onderpand voor eventuele vervallen of niet-vervallen schulden, mits de fusie dergelijke bescherming nodig zou maken.

Volledige inlichtingen kunnen kosteloos verkregen worden op het kantooradres van de Verdwijnende Vennootschap, zijnde 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Volledige inlichtingen betreffende die regelingen kunnen kosteloos worden verkregen ten kantore van de Verkrijgende Vennootschap zijnde: 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

s. Aanvullende bepalingen.

- a) Alle kosten in verband met de Grensoverschrijdende Fusie zijn voor rekening van de Verkrijgende Vennoetschap.
- b) De ondergetekenden garanderen elkaar over en weer dat zij, voor zover mogelijk, alle formaliteiten en (rechts-) handelingen zullen verrichten die vereist of noodzakelijk zijn in verband met de uitvoering van de Grensoverschrijdende Fusie, in overeenstemming met de wettelijke en statutaire vereisten die gelden voor de Fuserende Vennoetschappen.
- c) De Verkrijgende Vennoetschap zal alle verdere formaliteiten en (rechts)handelingen verrichten die nodig mochten zijn in het kader van de uitvoering van de Grensoverschrijdende Fusie, alsmede de overgang van de activa en passiva van de Verdwijvende Vennoetschap naar de Verkrijgende Vennoetschap.
- d) De aandeelhouders van de Fuserende Vennoetschappen zijn gerechtigd tot inzage van de volgende documenten ten kantore van de Fuserende Vennoetschappen gedurende ten minste één maand voorafgaande aan de datum van de algemene vergadering van aandeelhouders van de Fuserende Vennoetschappen waarin tot de Grensoverschrijdende Fusie wordt besloten:
- (i) het fusievoorstel;
 - (ii) verklaringen waarbij de aandeelhouders hebben afgezien van bepaalde rechten in verband met de fusie;
 - (iii) de jaarrekeningen en de jaarverslagen van de Fuserende Vennoetschappen over de laatste drie boekjaren, voor zover toepasselijk; en
 - (iv) de tussentijdse vermogensopstelling van 12 november 2014 van de Fuserende Vennoetschappen.
- (handtekeningen pagina volgt)

Dit fusievoorstel is opgesteld op 13 november 2014, in 4-voud, ten behoeve van de registratie in het Handelsregister van de Kamer van Koophandel in Nederland en in Luxemburg, en ter publicatie in de Mémorial, gedurende ten minste één maand voorafgaande aan de datum van de algemene vergadering van aandeelhouders van de Fuserende Vennoetschappen waarin tot de Grensoverschrijdende Fusie wordt besloten.

Getekend te Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg op 13 november 2014.

Yellow Mountain S.à r.l.
John G.H. Dercksen / Frank Bergman
Manager / Manager
Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V.
John G.H. Dercksen / Frank Bergman
Manager / Manager

Common Draft Terms of Cross-Border Merger

The management boards of:

1. Yellow Mountain S.à r.l., a private limited liability (société a responsabilité limitée), incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office address at 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 181.532, and having a share capital of EUR 12,500 (Acquiring Company); and

2. Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) under Dutch law, having its official seat in Breda, the Netherlands and its office address at 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 20078307 and the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 185.364, and having a share capital of EUR 18,000 (Company Ceasing to Exist and together with the Acquiring Company, the Merging Companies),

WHEREAS:

- (i) the Acquiring Company is the holder of the entire issued (and paid up) share capital of the Company Ceasing to Exist;
- (ii) none of the Merging Companies has a supervisory board;
- (iii) the Merging Companies have not been dissolved or declared bankrupt, nor has a suspension of payment been declared with respect to the Merging Companies;
- (iv) none of the Merging Companies has a works council or a trade union that has amongst its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries.

PROPOSE A CROSS-BORDER MERGER

within the meaning of the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies and the relevant local laws applicable to the Merging Companies as a result of which merger:

- the Company Ceasing to Exist will cease to exist; and

- the Acquiring Company will acquire the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist under a universal title of succession

(the Cross-Border Merger),

IT BEING UNDERSTOOD that these draft terms of merger are drawn up in English, in Dutch and in French and that in case of any discrepancy between the English version and the other versions, the English version will prevail.

The specifics to be mentioned pursuant to Articles 2:312 paragraph 2 and 2:333d of the Dutch Civil Code and Articles 261, 262 (2) and 278 of the Luxembourg law on commercial companies dated August 10, 1915 (the Law), as amended, are as follows:

a. Type of legal entity, name and registered office/official seat of the Merging Companies.

(i) Yellow Mountain S.à r.l., a private limited liability (société à responsabilité limitée), having its registered office address at 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 181.532, and having a share capital of EUR 12,500; and

(ii) Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) under Dutch law, having its official seat in Breda, the Netherlands, having its office address at 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce under number 20078307 and the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 185.364, and having a share capital of EUR 18,000.

b. Articles of Association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company were drawn up by deed of incorporation executed on 23 October 2013, before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial), dated 24 December 2013 number 3285. The articles of the Acquiring Company have been amended last further to a deed executed on 30 May 2014, before Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Memorial dated 11 August 2014 number 2120. The text of the articles of association of the Acquiring Company is attached to these common draft terms of merger as Annex A.

The articles of association of the Acquiring Company will not be amended in connection with the merger, as this is a simplified cross-border merger (where the Acquiring Company is the holder of the entire (and paid-up) share capital of the Company Ceasing to Exist) and, thus, an increase of the Acquiring Company's share capital is not required.

c. Rights conferred by the Acquiring Company on the holders of shares to which special rights are attached and the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. As there are neither shares to which special rights are attached, nor persons who, in any other capacity than as shareholder, have special rights against the Company Ceasing to Exist, no special rights and no compensation will be granted at the expense of the Acquiring Company to anyone.

d. Special advantage granted to experts or members of the administrative, executive, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies. None. As the Acquiring Company is the holder of the entire issued (and paid up) share capital of the Company Ceasing to Exist and in accordance with article 278 of the Law, no expert will be appointed in order to examine the Cross-Border Merger proposal and to draw up a report on the merger.

e. Intentions with regard to the composition of the management board of the Acquiring Company after the Cross-Border Merger. There is no intention to change the composition of the management board after the Cross-Border Merger.

The present composition is as follows:

- John G.H. Dercksen; and
- Frank Bergman.

f. Date from which the Cross-border Merger is effective. The Cross-Border Merger shall take effect between the Merging Companies and vis-à-vis third parties from the date of publication of the minutes of the general meeting of the Acquiring Company approving the Cross-Border Merger in the Mémorial (the Effective Date).

g. Date from which the transactions of the Company Ceasing to Exist shall be treated for accounting purposes as being those of the Acquiring Company. The Cross-Border Merger will not have retroactive effect from an accounting perspective.

As from the Effective Date, the financial information of the Company Ceasing to Exist shall be incorporated in the annual accounts (or other financial statements) of the Acquiring Company.

h. Terms relating to the allotment of shares. As this present cross-border merger is performed by way of absorption by a company of its wholly-owned subsidiary, there is no allotment of shares in the Acquiring Company.

i. Contemplated continuation or termination of activities. The activities of the Company Ceasing to Exist will be continued by the Acquiring Company.

j. Corporate approvals of the draft terms of merger. The shareholder resolutions to effect the Cross-Border Merger in conformity with the common draft terms of cross-border merger are neither subject to the approval of a company body of the Merging Companies nor of any third party.

k. Effects of the Cross-Border Merger on the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company. The effects of the Cross-Border Merger on the goodwill of the Acquiring Company is as follows: none.

As a consequence of the Cross-Border Merger the distributable reserves of the Company Ceasing to Exist shall be added to the distributable reserves of the Acquiring Company.

l. Likely repercussions on employment. The Cross-Border Merger will not have any effect on employment because the Merging Companies do not have any employees.

m. Procedures for employee participation. As none of the Merging Companies is subject to national rules concerning employee participation in the Member State of the European Union where it has its registered office, no employee participation arrangements as referred to in Article 2:333k of the Dutch Civil Code have to be made by the Acquiring Company.

n. Information on the valuation of assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company. The valuation of the relevant assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company was undertaken on 12 November 2014 on the basis of book value.

o. Date of the most recently adopted annual accounts, interim financial statements used to establish the conditions of the Cross-Border Merger. The date of the interim financial statements of the Merging Companies' accounts used to establish the terms and conditions of the Cross-Border Merger is:

Acquiring Company:

12 November 2014;

Company Ceasing to Exist:

12 November 2014.

p. Proposal for the level of compensation of shareholders. No compensation for shareholders that vote against the proposal to effectuate the Cross-Border Merger is proposed, as it is not expected that votes will be cast against this proposal.

q. Annexes. Annexes to these draft terms form an integrated part of this proposal.

r. Creditors' Rights. As of the Effective Date, the creditors of the Company Ceasing to Exist shall become the creditors of the Acquiring Company.

The creditors of the Company Ceasing to Exist shall be entitled, within one month from the date of publication of the cross border merger proposal in the Dutch Government Gazette and a daily newspaper, to submit an application to the Court for a safeguard, all in accordance with article 2:316 DCC.

In accordance with article 268 of the Law, creditors of the Merging Companies may, within two months of the Effective Date and notwithstanding any agreement to the contrary, apply to the judge presiding the chamber of the "Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg" dealing with commercial matters and sitting as in urgent matters, to obtain adequate safeguards or collateral for any matured or unmatured debts, in case the merger would make such protection necessary.

Further information may be obtained free of charge at the registered office of the Company Ceasing to Exist being: 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Further information may be obtained free of charge at the registered office of the Acquiring Company at: 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

s. Additional Provisions.

- a) The costs of the cross-border merger will be incurred by the Acquiring Company.
- b) The undersigned mutually undertake to take all steps in their power in order to carry out the Cross-Border Merger in accordance with the legal and statutory requirements of the Merging Companies.
- c) The Acquiring Company will carry out all required and necessary formalities in order to carry out the Cross-Border Merger as well as the transfer of all assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Acquiring Company.
- d) The shareholders of the Merging Companies will be entitled to inspect the following documents at the registered office of the Merging Companies, at least one month before the date of the general meetings of the shareholders to be convened to decide on the terms of the merger:
 - (i) the joint Cross-Border Merger proposal;
 - (ii) shareholder's waiver letters;
 - (iii) the annual accounts and annual reports of the Merging Companies for the last three financial years, if any; and
 - (iv) the Merging Companies' interim financial statements dated 12 November 2014.

(signature page follows)

The present joint Cross-Border Merger proposal has been drawn up on 13 November 2014, in 4 original copies, in order to be registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and with the Dutch Trade Register and to be published in the Mémorial and in a national distributed Dutch newspaper and the Dutch National Gazette, at least one month prior to the date of the general meeting called to decide on the joint cross-border merger proposal.

Signed at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 13 November 2014.

Yellow Mountain S.à r.l.
John G.H. Dercksen / Frank Bergman
Manager / Manager
Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V.
John G.H. Dercksen / Frank Bergman
Manager / Manager

Annex A: Current Articles of Association Acquiring Company

Suit la traduction française du texte qui précède:

Projet Commun de Fusion Transfrontalière

Les conseils de gérance de:

1. Yellow Mountain S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 51, allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.532 et disposant d'un capital social de EUR 12.500 (la Société Absorbante); et

2. Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) de droit néerlandais dont le siège social est établi à Breda, les Pays-Bas et l'adresse au 51, allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre néerlandais de la Chambre de Commerce sous le numéro 20078307 et au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.364 et disposant d'un capital social de EUR 18.000 (la Société qui Cesse d'Exister et avec la Société Absorbante, les Sociétés qui Fusionnent);

Attendu que:

(i) la Société Absorbante possède l'intégralité du capital social émis (et entièrement libéré) de la Société qui Cesse d'Exister;

(ii) aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a de conseil de surveillance;

(iii) les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas été dissoutes, déclarées en faillite, ni ne sont en cessation de paiement;

(iv) aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a de conseil d'entreprise ni de représentation syndicale dont les membres seraient des employés d'une des Sociétés qui Fusionnent ou de leurs filiales.

SUGGERENT D'EFFECTUER UNE FUSION TRANSFRONTALIERE au sens de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux et des différentes lois nationales applicables aux Sociétés qui Fusionnent, à la suite de ladite fusion:

- la Société qui Cesse d'Exister cessera d'exister; et

- la Société Absorbante acquerra les actifs et passifs de la Société qui Cesse d'Exister par voie de titre de transfert universel

(la Fusion Transfrontalière).

ETANT ENTENDU que ce projet de fusion est rédigé en anglais, néerlandais et français et qu'en cas de divergence entre la version anglaise et les autres versions, la version anglaise prévaudra.

Les données à mentionner en vertu des Articles 2:312 paragraphe 2 et 2:333d du Code Civil néerlandais et des articles 261, 262 (2) et 278 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales datée du 10 août 1915 (la Loi), telle que modifiée, sont les suivantes:

a. Type de personne morale, dénomination et siège social/officiel des Sociétés qui Fusionnent.

(i) Yellow Mountain S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est établi au 51, allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.532 et disposant d'un capital social de EUR 12.500; et

(ii) Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) dont le siège social est établi à Breda, les Pays-Bas et l'adresse au 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre néerlandais de la Chambre de Commerce sous le numéro 20078307 et au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.364 et disposant d'un capital social de EUR 18.000.

b. Statuts de la Société Absorbante. Les statuts de la Société Absorbante ont été rédigés suivant un acte de constitution exécuté le 23 octobre 2013 par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) daté du 24 décembre 2013 numéro 3285. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte exécuté le 30 mai 2014 par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, publié au daté du 11 août 2014 numéro 2120. Les statuts de la Société Absorbante est annexée au présent projet commun de fusion comme Annexe A.

Les statuts de la Société Absorbante ne seront pas modifiés en raison de la fusion, puisqu'il s'agit d'une fusion transfrontalière simplifiée (où la Société Absorbante détient l'intégralité du capital social (et entièrement libéré) de la Société qui Cesse d'Exister), et par conséquent une augmentation du capital social de la Société Absorbante n'est pas nécessaire.

c. Droits conférés par la Société Absorbante aux détenteurs de parts ayant des droits spéciaux et aux détenteurs de titres autres que des parts ou les mesures envisagées en leur nom. Etant donné qu'aucune part ayant des droits spéciaux et qu'aucune personne qui, en une qualité autre qu'associé, n'a de droits spéciaux envers la Société qui Cesse d'Exister, aucun droit spécial et aucune compensation ne seront accordés à quiconque aux frais de la Société Absorbante.

d. Avantages à accorder à des experts ou membres des instances administratives, dirigeantes, de surveillance ou de contrôle des Sociétés qui Fusionnent. Aucun. Etant donné que la Société Absorbante détient l'intégralité du capital social (et entièrement libéré) de la Société qui Cesse d'Exister et conformément à l'article 278 de la Loi, aucun expert ne sera pas nommé afin d'examiner le projet de Fusion Transfrontalière et d'établir un rapport sur la fusion.

e. Intentions concernant la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante après la Fusion Transfrontalière. Il n'y a aucune intention de changer la composition du conseil de gérance après la Fusion Transfrontalière.

La composition actuelle est la suivante:

- John.G.H. Dercksen; et
- Frank Bergman.

f. Date à partir de laquelle la Fusion Transfrontalière est effective. La Fusion Transfrontalière prendra effet entre les Sociétés qui Fusionnent et vis-à-vis des tiers à compter de la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Absorbante approuvant la Fusion Transfrontalière au Mémorial (la Date d'Effet).

g. Date à partir de laquelle les transactions de la Société qui Cesse d'Exister seront traitées à des fins comptables comme celles de la Société Absorbante. La Fusion Transfrontalière n'aura pas d'effet rétroactif d'un point de vue comptable.

A partir de la Date d'Effet, les informations financières de la Société qui Cesse d'Exister feront partie intégrante des comptes annuels (ou autres états financiers) de la Société Absorbante.

h. Mesures proposées concernant l'affectation des parts sociales. Puisque la présente fusion transfrontalière est effectuée par l'absorption par une société de sa filiale, il n'y aura aucune affectation de parts sociales dans la Société Absorbante.

i. Continuation ou cessation envisagée des activités. Les activités de la Société qui Cesse d'Exister seront poursuivies par la Société Absorbante.

j. Approbations du projet de fusion transfrontalière. Les décisions de l'actionnaire pour procéder à la Fusion Transfrontalière conformément aux termes du projet commun de fusion transfrontalière simplifiée ne sont ni sujettes à l'approbation d'un organe social des Sociétés qui Fusionnent ni d'un tiers.

k. Effets de la Fusion Transfrontalière sur le goodwill et les réserves distribuables de la Société Absorbante. Les effets de la Fusion Transfrontalière sur le goodwill de la Société Absorbante sont les suivants: aucun.

En conséquence de la Fusion Transfrontalière, les réserves distribuables de la Société Absorbante seront augmentés des réserves distribuables de la Société qui Cesse d'Exister.

l. Effets probables sur l'emploi. La Fusion Transfrontalière n'aura aucune répercussion sur l'emploi puisque les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas d'employés.

m. Procédures relatives à la participation des travailleurs. Etant donné qu'aucune des Sociétés qui Fusionnent n'est soumise à des règles nationales concernant la participation des travailleurs dans l'Etat Membre de l'Union Européenne où est établi son siège social, aucun arrangement de participation des travailleurs au sens de l'article 2:333k du Code Civil néerlandais ne doit être entrepris par la Société Absorbante.

n. Informations sur l'évaluation des actifs et passifs de la Société qui Cesse d'Exister qui seront acquis par la Société Absorbante. L'évaluation des actifs et passifs de la Société qui Cesse d'Exister qui seront acquis par la Société Absorbante a été effectuée en dernier lieu le 12 novembre 2014 sur base de la valeur comptable.

o. Date des comptes annuels le plus récemment adoptés, états financiers intérimaires utilisés pour établir les conditions de la Fusion Transfrontalière. La date des comptes annuels ou des états financiers intérimaires le plus récemment adoptés des Société qui Fusionnent utilisée pour établir les conditions de la Fusion Transfrontalière est:

Société Absorbante:

12 novembre 2014

Société qui Cesse d'Exister:

12 novembre 2014.

p. Proposition pour le niveau de compensation des associés. Aucune compensation des associés qui votent contre la proposition d'effectuer la Fusion Transfrontalière n'est envisagée, puisqu'il n'est pas prévu que des votes contre cette proposition soient exprimés.

q. Annexes. Les annexes de ce projet font partie intégrante de cette proposition.

r. Droits des créanciers. A la Date d'Effet, les créanciers de la Société qui Cesse d'Exister deviennent les créanciers de la Société Absorbante.

Les créanciers des Sociétés qui Cessent d'Exister auront la possibilité dans le mois à partir de la date de publication de la proposition de fusion transfrontalière dans la gazette du gouvernement hollandais et dans un journal quotidien de soumettre une demande à la Cour de sauvegarde conformément à l'article 2:316 du Code Civil Néerlandais.

Conformément à l'article 268 de la loi luxembourgeoise, les créanciers des Sociétés qui Fusionnent peuvent, dans les deux mois de la Date d'Effet et nonobstant toute convention contraire, et s'appliquent au juge président la chambre du «tribunal d'arrondissement à Luxembourg» siégeant en matière commerciale et siégeant comme en matière de référé, afin d'obtenir des garanties suffisantes ou garantie pour les dettes échues ou non échues, au cas où la fusion rendrait cette protection nécessaire.

De plus amples informations peuvent être obtenues gratuitement au siège social de la Société qui Cesse d'Exister: 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

De plus amples informations peuvent être obtenues gratuitement au siège social de la Société Absorbante au: 51, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

s. Dispositions supplémentaires.

a) Les coûts de la Fusion Transfrontalière seront supportés par la Société Absorbante.

b) Les soussignés s'engagent mutuellement à prendre toutes les mesures en leur pouvoir afin de mener à bien la Fusion Transfrontalière conformément aux exigences légales et statutaires des Sociétés qui Fusionnent.

c) La Société Absorbante effectuera toutes les formalités requises et nécessaires afin de mener à bien la Fusion Transfrontalière ainsi que le transfert de tous les actifs et passifs de la Société qui Cesse d'Exister à la Société Absorbante.

d) Les associés des Sociétés qui Fusionnent seront autorisés à examiner les documents suivants au siège social des Sociétés qui Fusionnent, au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés à convoquer pour décider des termes de la fusion:

i. le projet de Fusion Transfrontalière;

ii. les lettres de renonciation des associés;

iii. les comptes annuels et rapports annuels des Sociétés qui Fusionnent des trois derniers exercices (le cas échéant);
et

iv. les états financiers intérimaires des Sociétés qui Fusionnent datés du 12 novembre 2014.

Le présent projet de Fusion Transfrontalière a été rédigé le 13 novembre 2014, en 4 copies originales, afin d'être déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et du Registre de Commerce Néerlandais et pour être publié au Mémorial, et dans un journal néerlandais de diffusion nationale ainsi qu'au Journal Officiel néerlandais, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale convoquée pour décider du projet commun de fusion transfrontalière.

Signé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 13 novembre 2014.

Annexe A: statuts actuels de la Société Absorbante

Yellow Mountain S.à r.l.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer

R.C.S. Luxembourg: B 181.532

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Yellow Mountain S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin and it may assist, support and provide services of any nature to group companies.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any manager (or at the request of the sole shareholder in case there is only one shareholder), at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of June of each year and ends on the thirty-first (31) of May of the following year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Suit la traduction française du texte qui précède:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Yellow Mountain S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier, par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit et elle peut assister, soutenir et fournir des services de toute nature à des sociétés affiliées.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de dette de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une résolution des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de n'importe quel gérant (ou sur convocation de l'associé unique s'il n'y a qu'un seul associé) au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature individuelle de n'importe quel gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est administrée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à ce gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est envoyé à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative d'un gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure indiqués dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter en Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées à la seconde Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, indépendamment de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Lorsque le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) juin de chaque année et se termine le trente et un (31) mai de l'année suivante.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) les comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que suffisamment de bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés, adoptée avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Les boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes sont distribués aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, par télégramme, fax, courrier électronique ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par l'un des moyens mentionnés ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être accordées par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Echternach, le 27 juin 2014.

Pour la Société

Le Notaire

Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V.
Société à responsabilité limitée

Interim balance sheet from June 1, 2014 to November 12, 2014

Interim balance sheet as at November 12, 2014
(Expressed in Euro)

	Notes	12/11/2014	31/05/2014
		EUR	EUR
ASSETS			
Fixed assets			
Financial assets			
Securities held as fixed assets		188,400	188,400
Current assets			
Debtors			
becoming due and payable after less than one year		27,140	25,000
becoming due and payable after more than one year		42,819,465	42,592,639
		<u>42,846,605</u>	<u>42,617,639</u>
Cash at bank		1,704,262	1,745,358
Prepayment and accrued income		-	5,031
Total Assets		<u>44,739,267</u>	<u>44,556,428</u>
LIABILITIES			
Capital and reserves			
Subscribed capital		18,000	18,000
Result brought forward		44,282,765	44,282,765
Result for the previous period		149,969	410
Result for the financial period		218,215	149,559
		<u>44,668,949</u>	<u>44,450,734</u>
Provisions		63,910	63,910
Non subordinated debts			
Becoming due and payable within one year		908	38,284
Accruals and deferred income		5,500	3,500
Total Liabilities		<u>44,739,267</u>	<u>44,556,428</u>

Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V.
Société à responsabilité limitée

Bilan intérimaire du 1^{er} juin 2014 au 12 novembre 2014

Bilan intérimaire au 12 novembre 2014
exprimé en euro

	Notes	12/11/2014	31/05/2014
		EUR	EUR
ACTIF			
Immobilisations			
titres détenus comme immobilisations		188,400	188,400
Actif circulant			
Débiteurs			
arrivant à échéance après moins d'un an		27,140	25,000
arrivant à échéance après plus d'un an		42,819,465	42,592,639
		<u>42,846,605</u>	<u>42,617,639</u>
Liquidités en banque		1,704,262	1,745,358
Compte de régularisation		-	5,031
Total Actif		<u>44,739,267</u>	<u>44,556,428</u>
PASSIF			
Capital et réserves			
Capital souscrit		18,000	18,000

Résultat reporté	44,282,765	44,282,765
Résultat de l'exercice précédent	149,969	410
Résultat de la période	218,215	149,559
	<u>44,668,949</u>	<u>44,450,734</u>
Provisions	63,910	63,910
Dettes non subordonnées		
arrivant à échéance dans un an	908	38,284
Compte de régularisation	5,500	3,500
Total Passif	<u>44,739,267</u>	<u>44,556,428</u>

Yellow Mountain S.à r.l., Société à responsabilité limitée

Interim balance sheet from June 1, 2014 to November 12, 2014

Interim balance sheet as at November 12, 2014

(Expressed in Euro)

	Notes	12/11/2014	31/05/2014
		EUR	EUR
ASSETS			
Fixed assets			
Financial assets			
Participation in affiliated undertakings		45,358,046	45,358,046
Current assets			
Debtors			
becoming due and payable within one year		15,710	15,710
Cash at bank		8,304	9,012
Prepayment and accrued income		-	4,397
Total Assets		<u>45,382,060</u>	<u>45,387,165</u>
LIABILITIES			
Capital and reserves			
Subscribed capital		12,500	12,500
Result for the previous period		(262,580)	(15,616)
Result for the financial period		(251,330)	(246,964)
		<u>(501,410)</u>	<u>(250,080)</u>
Provisions		6,465	6,465
Non subordinated debts			
Becoming due and payable within one year		25,000	25,000
Becoming due and payable after more than one year		45,847,210	45,604,344
		<u>45,872,210</u>	<u>45,629,344</u>
Accruals and deferred income		4,795	1,436
Total Liabilities		<u>45,382,060</u>	<u>45,387,165</u>

Yellow Mountain S.à r.l., Société à responsabilité limitée

Bilan intérimaire du 1^{er} juin 2014 au 12 novembre 2014

Bilan intérimaire au 12 novembre 2014

exprimé en euro

	Notes	12/11/2014	31/05/2014
		EUR	EUR
ACTIF			
Immobilisations			
Actifs financiers			
participations dans des entreprises affiliées		45,358,046	45,358,046
Actif circulant			
Débiteurs			
arrivant à échéance dans un an		15,710	15,710
Liquidités en banque		8,304	9,012

Compte de régularisation	-	4,397
Total Actif	45,382,060	45,387,165
PASSIF		
Capital et réserves		
Capital souscrit	12,500	12,500
Résultat de l'exercice précédent	-262,580	-15,616
Résultat de la période	-251,330	-246,964
	-501,410	-250,080
Provisions	6,465	6,465
Dettes non subordonnées		38,284
arrivant à échéance dans un an	25,000	25,000
arrivant à échéance après plus d'un an	45,847,210	45,604,344
	45,872,210	45,629,344
Compte de régularisation	4,795	1,436
Total Passif	45,382,060	45,387,165

Référence de publication: 2014177274/968.

(140202345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

"Goodman Carpo Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 191.030.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of the month of September;
Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

"Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR", a private limited liability company („Gesellschaft mit beschränkter Haftung") incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry („Handels- und Gesellschaftsregister"), section B, under number 117047,

here represented by Mrs. Christina MOURADIAN, employee, with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, by virtue of a proxy given under private seal; which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, requests the officiating notary to enact the articles of association of a private limited liability company, („Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), to establish as follows:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate Name. There is formed a private limited liability company under the name "Goodman Carpo Logistics (Lux) S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object. The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through par-

participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them. This includes direct or indirect investment in development or commercial utilisation of property and real estate.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the “Connected Companies” and each as a “Connected Company”).

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same “group” as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the Company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital. The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The holders of the share(s) are referred to as the “Shareholders” and individually as a “Shareholder”.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

All shares of the Company will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. In case of a single Shareholder, the Company’s Share held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the share(s) held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. - Management

Art. 8. Management. The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder (s). In case of one manager, she/he/it will be referred to as the “Sole Manager”. In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”) (hereafter referred to as the “Board of Managers”).

The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the sole manager or of the Board of Managers. In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

Art. 11. Delegation and Agent of the sole manager or of the Board of Managers. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the Board of Managers. In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by two managers.

Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes. If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. - Business year

Art. 14. Business year. The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Right of Shares. From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI. - Liquidation

Art. 16. Dissolution and Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31, 2014.

Subscription - Payment

All the shares of the Company have been subscribed by "Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR", previously named.

The shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Decisions taken by the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr. Philippe VAN DER BEKEN, employee, born on 1 October 1975 in Aalst (Belgium), with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches; and

- Mr. Dominique PRINCE, employee, born on 29 October 1978 in Malmedy (Belgium), with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches.

Mr. Dominique PRINCE is appointed Chairman of the Board of Managers.

2) The Company shall have its registered office in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches (Grand Duchy of Luxembourg).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning.

The deed having been read to the proxy-holder of appearing party, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zweiundzwanzigsten Tag des Monats September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

„Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR“, eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d’Avranches, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 117047,

hier vertreten durch Frau Christina MOURADIAN, Angestellte, mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d’Avranches, auf Grund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht von der Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigebogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form - Name der Gesellschaft. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „Goodman Carpo Logistics (Lux) S.à r.l.“ errichtet, welche den Gesetzen, die für ein solches Unternehmen (im Folgenden die „Gesellschaft“) gelten, und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (im Folgenden das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Satzung (im Folgenden die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, (Großherzogtum Luxemburg).

Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen für Satzungsänderungen an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Es kann jedoch der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat der Gesellschaft den Gesellschaftssitz innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegen.

Sollte eine militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Situation entstehen oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz beeinträchtigen würde, so kann der Sitz der Gesellschaft zeitweilig und bis zur Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Staatszugehörigkeit dieser Gesellschaft, die ungeachtet dieser zeitweiligen Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Der Beschluss hinsichtlich einer Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland wird durch den Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft getroffen.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

Art. 3. Gegenstand. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen in jedweder Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Beteiligung, Einlage, Festübernahme oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonstige Weise und insbesondere der Erwerb von Patenten und Lizenzen und ihre Verwaltung und Entwicklung. Dies beinhaltet ebenfalls die direkte oder indirekte Anlage in die Entwicklung oder wirtschaftliche Nutzung von Grundbesitz und Immobilien.

Die Gesellschaft darf ebenfalls die folgenden Geschäfte ausführen:

- die Aufnahme von Darlehen oder Krediten in jedweder Form;
- die Leistung bzw. Vergabe von Vorschüssen, Darlehen, Einlagen oder Krediten an ihre Tochtergesellschaften oder sonstige Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte, auch unwesentliche, Beteiligung hält, oder an jedwedes sonstige Unternehmen, das ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft ist oder zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört (im Folgenden die „verbundenen Gesellschaften“ sowie einzeln eine „verbundene Gesellschaft“).

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels gilt ein Unternehmen dann als Teil derselben „Gruppe“ wie die Gesellschaft, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum an der Gesellschaft besitzt, sie kontrolliert oder von ihr oder gemeinsam mit ihr kontrolliert wird, egal ob als wirtschaftlich Berechtigter oder als Verwalter, als Vormund oder als sonstiger Treuhänder. Ein Unternehmen gilt als beherrschendes Unternehmen, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum am Stammkapital der Gesellschaft vollständig oder wesentlich besitzt oder die Befugnis hat, die Geschäftsleitung oder Geschäftspolitik des anderen Unternehmens zu führen oder maßgeblich zu beeinflussen, sei es durch das Eigentum stimmberechtigter Wertpapiere, einen Vertrag oder auf sonstige Weise;

- die Stellung von Garantien, Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten, egal ob durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder durch Belastung des gesamten oder eines Teils des Unternehmens, der (aktuellen oder künftigen) Vermögenswerte oder durch alle diese Methoden, zur Erfüllung aller Verträge oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften, sowie jedwede Hilfeleistung an die verbundenen Gesellschaften im Rahmen des luxemburgischen Gesetzes;

dabei gilt, dass die Gesellschaft keine Geschäfte ausführen darf, die dazu führen würden, dass sie in einem Bereich tätig wäre, der als Bankaktivität zu betrachten wäre.

Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäfte sowie generell alle Transaktionen ausführen, die zur Erfüllung ihres Zweckes erforderlich sind, sowie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erzielung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen verbunden ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Kapitel II. - Kapital, Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (1,- EUR) aufgeteilt.

Die Inhaber der Anteile werden als „Gesellschafter“ bezeichnet.

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Agiokonto eingerichtet werden, in welches der auf einen Anteil bezahlte Ausgabeaufschlag eingestellt wird. Der Betrag auf dem genannten Agiokonto steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Alle Anteile der Gesellschaft beinhalten die gleichen Rechte.

Die Gesellschaft darf die eigenen Anteile im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Gemeinsame Miteigentümer müssen eine einzige Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

Art. 7. Übertragung von Anteilen. Im Falle eines alleinigen Gesellschafters ist der Gesellschaftsanteil, den der Alleingesellschafter hält, frei übertragbar.

Gibt es mehrere Gesellschafter, sind die Gesellschaftsanteile der einzelnen Gesellschafter gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragbar.

Kapitel III. - Management

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Beschluss der Gesellschafter bestellt werden. Gibt es nur einen Geschäftsführer, so wird dieser als der „Alleingeschäftsführer“ bezeichnet. Gibt es mehrere Geschäftsführer, bilden sie einen Verwaltungsrat („conseil de gérance“) (im Folgenden der „Verwaltungsrat“).

Die Geschäftsführer brauchen keine Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer können jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abgesetzt werden.

Art. 9. Befugnisse des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats. Gegenüber Dritten hat der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat unbeschränkte Vollmacht, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und jegliche Tätigkeiten und Geschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Einklang stehen, sofern die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegenden Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Alleingeschäftsführers oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, des Verwaltungsrats.

Art. 10. Vertretung der Gesellschaft. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft im Falle eines Alleingeschäftsführers durch dessen alleinige Unterschrift oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer vom Alleingeschäftsführer bzw. den beiden Geschäftsführern hierzu zu ermächtigenden Person verpflichtet.

Art. 11. Übertragung von Befugnissen und Vertretung des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats. Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat kann für spezifische Aufgaben einem oder mehreren Ad-hoc-Vertretern Vollmachten erteilen.

Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat legt die Verantwortlichkeiten und ggf. die Entlohnung eines solchen Vertreters, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere maßgebliche Bedingungen dieser Vertretung fest.

Art. 12. Sitzung des Verwaltungsrats. Gibt es mehrere Geschäftsführer, so werden die Sitzungen des Verwaltungsrats durch einen (beliebigen) Geschäftsführer einberufen. Der Verwaltungsrat bestimmt einen Vorsitzenden.

Wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Formen und Fristen der Einberufung verzichtet haben, kann der Verwaltungsrat ohne vorherige Einberufung wirksam tagen und Beschlüsse fassen.

Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder Brief zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestimmen. Ein Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer auch telefonisch zu seinem Stellvertreter bestimmen, wobei dies später schriftlich zu bestätigen ist.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam tagen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Verwaltungsrats gelten mit einfacher Mehrheit als angenommen.

Verwaltungsratssitzungen können per Telefon- oder Videokonferenz abgehalten werden, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören und von ihnen gehört werden kann, unabhängig davon, ob sie diese Technologie verwenden oder nicht, und dabei gilt jeder teilnehmende Geschäftsführer als anwesend und ist berechtigt, per Video oder Telefon abzustimmen.

Ein schriftlicher Beschluss mit der Unterschrift aller Geschäftsführer ist ebenso zulässig und wirksam, als wäre er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung angenommen worden. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen oder in mehreren separaten Dokumenten desselben Inhalts mit Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder dokumentiert werden.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Auszüge sind von einem Geschäftsführer oder einer von einem Geschäftsführer oder während einer Verwaltungsratssitzung dazu bestimmten Person zu beglaubigen.

Kapitel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 13. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmrecht. Gibt es nur einen Gesellschafter, so übt der Alleingesellschafter sämtliche Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus und hält die Beschlüsse schriftlich fest.

Gibt es mehrere Gesellschafter, kann sich jeder Gesellschafter, unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile, an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Das Stimmrecht der Gesellschafter steht dabei im Verhältnis zu ihrem Anteilbestand. Alle Anteile beinhalten die gleichen Stimmrechte.

Sofern alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, können sie unter Verzicht auf Formen und Fristen der Einberufung ohne vorherige Einberufung wirksam tagen.

Gibt es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter, sind die Gesellschafterbeschlüsse bei Gesellschafterversammlungen zu fassen, die unter Einhaltung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen einzuberufen sind.

Gibt es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter, kann jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf ähnliche Weise) einen Bevollmächtigten bestimmt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

Gemeinsame Beschlüsse gelten nur als wirksam gefasst, wenn die Gesellschafter, die sie annehmen, mehr als der Hälfte des Stammkapitals besitzen. Beschlüsse zur Änderung der Satzung können jedoch nur mit der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter verabschiedet werden, die über mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft verfügen, und gemäß allen sonstigen gesetzlichen Bestimmungen. Der Beschluss zur Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft kann nur einstimmig gefasst werden.

Kapitel V. - Geschäftsjahr

Art. 14. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Zum Ende des Geschäftsjahres erstellt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat den Jahresabschluss sowie ein Inventar mit Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Einsicht in das oben genannte Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 15. Ausschüttungsrechte der Anteile. Von dem gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen ermittelten Reingewinn werden fünf Prozent der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, wenn der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel des Nennkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

Soweit auf Gesellschaftsebene Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind und soweit nach Gesetz und Satzung zulässig, schlägt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat vor, dass diese Beträge ausgeschüttet werden.

Die Beschlussfassung über die Ausschüttung sowie die Festlegung der Höhe einer solchen erfolgt durch die Gesellschafter gemäß den oben in Artikel 13.7 ausgeführten Bestimmungen.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat beschließen, an die Gesellschafter vor Ende des Geschäftsjahres auf der Grundlage eines Rechenschaftsberichts, aus dem hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind, Zwischendividenden zu zahlen, wobei gilt, dass (i) der auszuschüttende Betrag ggf. die seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, zuzüglich der Gewinnvorträge und der ausschüttungsfähigen Rücklagen, jedoch abzüglich der Verlustvorträge und der Beträge, die einer gemäß dem Gesetz bzw. der vorliegenden Satzung einzurichtenden Rücklage zuzuweisen sind, nicht übersteigen darf, und dass (ii) Ausschüttungen, die nicht den tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, von den Gesellschaftern zurückzuzahlen sind.

Kapitel VI. - Liquidation

Art. 16. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes, des Verlusts der bürgerlichen Rechte, der Insolvenz oder des Konkurses des Alleingeschäftsführers oder eines der Gesellschafter aufgelöst.

Die Liquidation der Gesellschaft ist von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen.

Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidator(en) durchgeführt, Gesellschafter oder nicht, der/die von den Gesellschaftern benannt wird/werden und dessen/deren Befugnisse und Entlohnung von den Gesellschaftern festlegt werden.

Kapitel VII. - Anzuwendende Rechtsvorschriften

Art. 17. Geltendes Recht. In allen Angelegenheiten, für welche in der vorliegenden Satzung keine spezifischen Vorkehrungen getroffen wurden, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Einzahlung

Alle Anteile der Gesellschaft wurden von der vorgenannten „Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR“ gezeichnet.

Die Anteile sind vollständig bezahlt, sodass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr tausend Euro abgeschätzt.

Beschlussfassung der Alleinigen Gesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat hiervor erwähnte Partei, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1) Es werden für eine unbestimmte Dauer zu Geschäftsführern der Gesellschaft bestellt:

- Herr Philippe VAN DER BEKEN, Angestellter, geboren am 1. Oktober 1975 in Aalst (Belgien), mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches; und

- Herr Dominique PRINCE, Angestellter, geboren am 29. Oktober 1978 in Malmédy (Belgien), mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches.

Herr Dominique PRINCE wird zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats bestimmt.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches (Großherzogtum Luxemburg).

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem anfangs oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. MOURADIAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 septembre 2014. LAC/2014/44402. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161476/406.

(140184186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Jack (Cologne 21) S. à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.139.

DISSOLUTION

In the year thousand fourteen, on the twenty-sixth day of September.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

“BR Jack S.à r.l.”, société à responsabilité limitée, a private limited liability company, having its registered office at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under section B number 114137 (the “Sole Partner”).

represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 25 September 2014.

Such proxy after having been signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

The appearing party is the Sole Partner of “Jack (Cologne 21) S.à r.l.”, having its registered office at 28, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of notary Me Paul Bettingen, notary residing in Niederanven on January 30, 2006, published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 848 on April 28, 2006, registered with the Luxembourg trade and companies register under section B number 114139 (the “Company”).

The appearing party, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company and decides to dissolve and liquidate the Company.

The subscribed capital of the Company is set at nine hundred ninety-nine thousand and twenty-five Euros (EUR 999,025.-) represented by thirty-nine thousand nine hundred and one (39,901) parts, each in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid up.

Being the Sole Partner and liquidator of the Company, the appearing party, represented as here above, declares that all assets have been realised, and property of all assets has been transferred to the Sole Shareholder and that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the Sole Partner irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed.

The appearing party, represented as aforesaid, gives discharge to the members of the Board of Managers of the Company for their mandates up to this date.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five (5) years at the registered office of the Sole Partner.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic copy.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated approximatively to one thousand Euro (EUR 1,000.-).

WHEREOF, the present deed was drawn-up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze le vingt-six septembre.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

“BR Jack S.à r.l.”, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés B 114137 (l’“Associée Unique”),

représentée par Mme Virginie PIERRU, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé en date du 25 septembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

La partie comparante est l’Associée Unique de «Jack (Cologne 21) S.à r.l.», ayant son siège social au 28, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Me Paul Bettingen, Notaire de résidence à Niederanven, en date du 30 janvier 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 848 le 28 avril 2006

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 114 139 (la «Société»).

La comparante déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et décide de dissoudre et liquider la Société.

Le capital social de la Société est de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille et vingt-cinq euros (999.025,-EUR), représenté par trente-neuf mille neuf cent une (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

En agissant tant en qualité de liquidateur de la Société, qu'en qualité d'Associé Unique, elle déclare que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'Associée Unique et que les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés. Par rapport à d'éventuels passifs actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, l'Associée Unique assumera irrévocablement l'obligation de les payer, de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée et liquidée.

Décharge pleine et entière est accordée par la partie comparante, représentée comme ci-avant aux membres du Conseil de gérance pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à son siège social.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros (1.000, EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. LAC/2014/45779. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161578/94.

(140182757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

"Goodman Celadon Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 191.028.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of the month of September;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

“Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR”, a private limited liability company („Gesellschaft mit beschränkter Haftung“) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry („Handels- und Gesellschaftsregister“), section B, under number 117047,

here represented by Mrs. Christina MOURADIAN, employee, with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, by virtue of a proxy given under private seal; which proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, requests the officiating notary to enact the articles of association of a private limited liability company, („Gesellschaft mit beschränkter Haftung“), to establish as follows:

Chapter I^{er} . - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1^{er} . Form - Corporate Name. There is formed a private limited liability company under the name “Goodman Celadon Logistics (Lux) S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the “Articles”).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object. The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them. This includes direct or indirect investment in development or commercial utilisation of property and real estate.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies" and each as a "Connected Company").

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the Company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital. The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The holders of the share(s) are referred to as the "Shareholders" and individually as a "Shareholder".

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

All shares of the Company will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. In case of a single Shareholder, the Company's Share held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the share(s) held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III.- Management

Art. 8. Management. The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, she/he/it will be referred to as the “Sole Manager”. In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”) (hereafter referred to as the “Board of Managers”).

The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the sole manager or of the Board of Managers. In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

Art. 11. Delegation and Agent of the sole manager or of the Board of Managers. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the Board of Managers. In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by two managers.

Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes. If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders’ meeting and takes the decisions in writing.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders’ decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

A Shareholder may be represented at a Shareholders’ meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders

owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. - Business year

Art. 14. Business year. The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Right of Shares. From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI. - Liquidation

Art. 16. Dissolution and Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31, 2014.

Subscription - Payment

All the shares of the Company have been subscribed by "Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR", previously named.

The shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Decisions taken by the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr. Philippe VAN DER BEKEN, employee, born on 1 October 1975 in Aalst (Belgium), with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches; and

- Mr. Dominique PRINCE, employee, born on 29 October 1978 in Malmedy (Belgium), with professional address in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches.

Mr. Dominique PRINCE is appointed Chairman of the Board of Managers.

2) The Company shall have its registered office in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches (Grand Duchy of Luxembourg).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning.

The deed having been read to the proxy-holder of appearing party, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zweiundzwanzigsten Tag des Monats September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

„Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR“, eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 117047,

hier vertreten durch Frau Christina MOURADIAN, Angestellte, mit Berufsanschrift in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, auf Grund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht von der Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form - Name der Gesellschaft. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „Goodman Celadon Logistics (Lux) S.à r.l.“ errichtet, welche den Gesetzen, die für ein solches Unternehmen (im Folgenden die „Gesellschaft“) gelten, und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (im Folgenden das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Satzung (im Folgenden die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, (Großherzogtum Luxemburg).

Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen für Satzungsänderungen an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Es kann jedoch der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat der Gesellschaft den Gesellschaftssitz innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegen.

Sollte eine militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Situation entstehen oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz beeinträchtigen würde, so kann der Sitz der Gesellschaft zeitweilig und bis zur Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Staatszugehörigkeit dieser Gesellschaft, die ungeachtet dieser zeitweiligen Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Der Beschluss hinsichtlich einer Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland wird durch den Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft getroffen.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

Art. 3. Gegenstand. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen in jedweder Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Beteiligung, Einlage, Festübernahme oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonstige Weise und insbesondere der Erwerb von Patenten und Lizenzen und ihre Verwaltung und Entwicklung. Dies beinhaltet ebenfalls die direkte oder indirekte Anlage in die Entwicklung oder wirtschaftliche Nutzung von Grundbesitz und Immobilien.

Die Gesellschaft darf ebenfalls die folgenden Geschäfte ausführen:

- die Aufnahme von Darlehen oder Krediten in jedweder Form;

- die Leistung bzw. Vergabe von Vorschüssen, Darlehen, Einlagen oder Krediten an ihre Tochtergesellschaften oder sonstige Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte, auch unwesentliche, Beteiligung hält, oder an jedwedes sonstige Unternehmen, das ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft ist oder zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört (im Folgenden die „verbundenen Gesellschaften“ sowie einzeln eine „verbundene Gesellschaft“).

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels gilt ein Unternehmen dann als Teil derselben „Gruppe“ wie die Gesellschaft, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum an der Gesellschaft besitzt, sie kontrolliert oder von ihr oder gemeinsam mit ihr kontrolliert wird, egal ob als wirtschaftlich Berechtigter oder als Verwalter, als Vormund oder als sonstiger Treuhänder. Ein Unternehmen gilt als beherrschendes Unternehmen, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum am Stammkapital der Gesellschaft vollständig oder wesentlich besitzt oder die Befugnis hat, die Geschäftsleitung oder Geschäftspolitik des anderen Unternehmens zu führen oder maßgeblich zu beeinflussen, sei es durch das Eigentum stimmberechtigter Wertpapiere, einen Vertrag oder auf sonstige Weise;

- die Stellung von Garantien, Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten, egal ob durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder durch Belastung des gesamten oder eines Teils des Unternehmens, der (aktuellen oder künftigen) Vermögenswerte oder durch alle diese Methoden, zur Erfüllung aller Verträge oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften, sowie jedwede Hilfeleistung an die verbundenen Gesellschaften im Rahmen des luxemburgischen Gesetzes;

dabei gilt, dass die Gesellschaft keine Geschäfte ausführen darf, die dazu führen würden, dass sie in einem Bereich tätig wäre, der als Bankaktivität zu betrachten wäre.

Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäfte sowie generell alle Transaktionen ausführen, die zur Erfüllung ihres Zweckes erforderlich sind, sowie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erzielung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen verbunden ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Kapitel II. - Kapital, Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (1,- EUR) aufgeteilt.

Die Inhaber der Anteile werden als „Gesellschafter“ bezeichnet.

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Agiokonto eingerichtet werden, in welches der auf einen Anteil bezahlte Ausgabeaufschlag eingestellt wird. Der Betrag auf dem genannten Agiokonto steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Alle Anteile der Gesellschaft beinhalten die gleichen Rechte.

Die Gesellschaft darf die eigenen Anteile im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Gemeinsame Miteigentümer müssen eine einzige Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

Art. 7. Übertragung von Anteilen. Im Falle eines alleinigen Gesellschafters ist der Gesellschaftsanteil, den der Alleingesellschafter hält, frei übertragbar.

Gibt es mehrere Gesellschafter, sind die Gesellschaftsanteile der einzelnen Gesellschafter gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragbar.

Kapitel III. - Management

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Beschluss der Gesellschafter bestellt werden. Gibt es nur einen Geschäftsführer, so wird dieser als der „Alleingeschäftsführer“ bezeichnet. Gibt es mehrere Geschäftsführer, bilden sie einen Verwaltungsrat („conseil de gérance“) (im Folgenden der „Verwaltungsrat“).

Die Geschäftsführer brauchen keine Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer können jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abgesetzt werden.

Art. 9. Befugnisse des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats. Gegenüber Dritten hat der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat unbeschränkte Vollmacht, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und jegliche Tätigkeiten und Geschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Einklang stehen, sofern die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegenden Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Alleingeschäftsführers oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, des Verwaltungsrats.

Art. 10. Vertretung der Gesellschaft. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft im Falle eines Alleingeschäftsführers durch dessen alleinige Unterschrift oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer vom Alleingeschäftsführer bzw. den beiden Geschäftsführern hierzu zu ermächtigenden Person verpflichtet.

Art. 11. Übertragung von Befugnissen und Vertretung des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats. Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat kann für spezifische Aufgaben einem oder mehreren Ad-hoc-Vertretern Vollmachten erteilen.

Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat legt die Verantwortlichkeiten und ggf. die Entlohnung eines solchen Vertreters, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere maßgebliche Bedingungen dieser Vertretung fest.

Art. 12. Sitzung des Verwaltungsrats. Gibt es mehrere Geschäftsführer, so werden die Sitzungen des Verwaltungsrats durch einen (beliebigen) Geschäftsführer einberufen. Der Verwaltungsrat bestimmt einen Vorsitzenden.

Wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Formen und Fristen der Einberufung verzichtet haben, kann der Verwaltungsrat ohne vorherige Einberufung wirksam tagen und Beschlüsse fassen.

Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder Brief zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestimmen. Ein Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer auch telefonisch zu seinem Stellvertreter bestimmen, wobei dies später schriftlich zu bestätigen ist.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam tagen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Verwaltungsrats gelten mit einfacher Mehrheit als angenommen.

Verwaltungsratssitzungen können per Telefon- oder Videokonferenz abgehalten werden, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören und von ihnen gehört werden kann, unabhängig davon, ob sie diese Technologie verwenden oder nicht, und dabei gilt jeder teilnehmende Geschäftsführer als anwesend und ist berechtigt, per Video oder Telefon abzustimmen.

Ein schriftlicher Beschluss mit der Unterschrift aller Geschäftsführer ist ebenso zulässig und wirksam, als wäre er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung angenommen worden. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen oder in mehreren separaten Dokumenten desselben Inhalts mit Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder dokumentiert werden.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Auszüge sind von einem Geschäftsführer oder einer von einem Geschäftsführer oder während einer Verwaltungsratssitzung dazu bestimmten Person zu beglaubigen.

Kapitel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 13. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmrecht. Gibt es nur einen Gesellschafter, so übt der Alleingesellschafter sämtliche Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus und hält die Beschlüsse schriftlich fest.

Gibt es mehrere Gesellschafter, kann sich jeder Gesellschafter, unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile, an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Das Stimmrecht der Gesellschafter steht dabei im Verhältnis zu ihrem Anteilbestand. Alle Anteile beinhalten die gleichen Stimmrechte.

Sofern alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, können sie unter Verzicht auf Formen und Fristen der Einberufung ohne vorherige Einberufung wirksam tagen.

Gibt es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter, sind die Gesellschafterbeschlüsse bei Gesellschafterversammlungen zu fassen, die unter Einhaltung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen einzuberufen sind.

Gibt es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter, kann jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf ähnliche Weise) einen Bevollmächtigten bestimmt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

Gemeinsame Beschlüsse gelten nur als wirksam gefasst, wenn die Gesellschafter, die sie annehmen, mehr als der Hälfte des Stammkapitals besitzen. Beschlüsse zur Änderung der Satzung können jedoch nur mit der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter verabschiedet werden, die über mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft verfügen, und gemäß allen sonstigen gesetzlichen Bestimmungen. Der Beschluss zur Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft kann nur einstimmig gefasst werden.

Kapitel V. - Geschäftsjahr

Art. 14. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Zum Ende des Geschäftsjahres erstellt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat den Jahresabschluss sowie ein Inventar mit Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Einsicht in das oben genannte Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 15. Ausschüttungsrechte der Anteile. Von dem gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen ermittelten Reingewinn werden fünf Prozent der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, wenn der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel des Nennkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

Soweit auf Gesellschaftsebene Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind und soweit nach Gesetz und Satzung zulässig, schlägt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat vor, dass diese Beträge ausgeschüttet werden.

Die Beschlussfassung über die Ausschüttung sowie die Festlegung der Höhe einer solchen erfolgt durch die Gesellschafter gemäß den oben in Artikel 13.7 ausgeführten Bestimmungen.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat beschließen, an die Gesellschafter vor Ende des Geschäftsjahres auf der Grundlage eines Rechenschaftsberichts, aus dem hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind, Zwischendividenden zu zahlen, wobei gilt, dass (i) der auszuschüttende Betrag ggf. die seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, zuzüglich der Gewinnvorträge und der ausschüttungsfähigen Rücklagen, jedoch abzüglich der Verlustvorträge und der Beträge, die einer gemäß dem Gesetz bzw. der vorliegenden Satzung einzurichtenden Rücklage zuzuweisen sind, nicht übersteigen darf, und dass (ii) Ausschüttungen, die nicht den tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, von den Gesellschaftern zurückzuzahlen sind.

Kapitel VI. - Liquidation

Art. 16. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes, des Verlusts der bürgerlichen Rechte, der Insolvenz oder des Konkurses des Alleingeschäftsführers oder eines der Gesellschafter aufgelöst.

Die Liquidation der Gesellschaft ist von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen.

Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidator(en) durchgeführt, Gesellschafter oder nicht, der/die von den Gesellschaftern benannt wird/werden und dessen/deren Befugnisse und Entlohnung von den Gesellschaftern festgelegt werden.

Kapitel VII. - Anzuwendende Rechtsvorschriften

Art. 17. Geltendes Recht. In allen Angelegenheiten, für welche in der vorliegenden Satzung keine spezifischen Vorkehrungen getroffen wurden, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Einzahlung

Alle Anteile der Gesellschaft wurden von der vorgenannten „Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR“ gezeichnet.

Die Anteile sind vollständig bezahlt, sodass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr tausend Euro abgeschätzt.

Beschlussfassung der Alleinigen Gesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat hiervor erwähnte Partei, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingeschäftsführerin folgende Beschlüsse gefasst:

1) Es werden für eine unbestimmte Dauer zu Geschäftsführern der Gesellschaft bestellt:

- Herr Philippe VAN DER BEKEN, Angestellter, geboren am 1. Oktober 1975 in Aalst (Belgien), mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches; und

- Herr Dominique PRINCE, Angestellter, geboren am 29. Oktober 1978 in Malmédy (Belgien), mit Berufsanschrift in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches.

Herr Dominique PRINCE wird zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats bestimmt.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches (Großherzogtum Luxemburg).

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem anfangs oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. MOURADIAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 septembre 2014. LAC/2014/44400. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161477/406.

(140184127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Haustüren und Fenster Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5540 Remich, 1, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 143.096.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechszwanzigsten Tag des Monats September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

1) Frau Ursula FELD, Bürokauffrau, geboren in Saarlouis (Bundesrepublik Deutschland), am 10. Oktober 1962, Ehegattin von Herrn Edgar MASSLOH, wohnhaft in D-66793 Saarwellingen, Bahnhofstrasse 192; und

2) Herr Edgar MASSLOH, Tischlermeister, geboren in Saarwellingen (Bundesrepublik Deutschland), am 9. Juli 1956, wohnhaft in D-66793 Saarwellingen, Bahnhofstrasse 192.

Welche Komparenten den amtierenden Notar ersuchen ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

a) Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Haustüren und Fenster Design S.à r.l.“, mit Sitz in L-5540 Remich, 1, rue de la Gare, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 143096, (die „Gesellschaft“), gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 21. November 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2891 vom 3. Dezember 2008,

und dass deren Satzungen (die „Statuten“) seitdem nicht mehr abgeändert wurden;

b) Dass das Gesellschaftskapital fünfundzwanzigtausend Euro (25.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in zweihundert (200) Anteile von jeweils hundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR);

c) Dass die Komparenten die alleinigen Eigentümer sämtlicher Anteile der Gesellschaft sind;

d) Dass die Komparenten, als alleinige Gesellschafter (die „Gesellschafter“) beschließen die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren, im Verhältnis ihrer Beteiligung an der aufgelösten Gesellschaft.

e) Dass die Gesellschafter erklären, dass sie die Statuten der Gesellschaft bestens kennen und dass sie genaue Kenntnis der Finanzlage der Gesellschaft besitzen;

f) Dass die Gesellschafter, zusammen handelnd als Liquidatoren der Gesellschaft, erklären, dass die Tätigkeit der Gesellschaft beendet ist, alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen worden sind, oder für deren Begleichung Sorge getragen wird, dass sämtliche Aktiva der Gesellschaft auf die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Gesellschaft, übergehen, welche erklären, dass alle Schulden der Gesellschaft beglichen sind und sie sich verpflichten alle etwaigen noch nicht beglichenen Schulden zu übernehmen;

g) Dass die Gesellschafter erklären ausdrücklich auf die Ernennung eines Prüfungskommissars zu verzichten;

h) Dass somit die Liquidation der Gesellschaft als durchgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist;

i) Dass die Gesellschafter hiermit den Geschäftsführern volle Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tag erteilen;

j) Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während der gesetzlichen Mindstdauer von fünf Jahren am Wohnsitz der Gesellschafter in D-66793 Saarwellingen, Bahnhofstrasse 192 (Bundesrepublik Deutschland), aufbewahrt werden;

k) Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft auf erste Forderung, ohne Kosten, vorzuzeigen sind.

Somit hat der unterzeichnete Notar festgestellt, dass die Gesellschaft „Haustüren und Fenster Design S.à r.l.“ aufgelöst worden ist.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche aus Anlass dieser Urkunde entstehen, unter welcher Form auch immer, beläuft sich auf ungefähr achthundert Euro.

WORÜBER URKUNDE, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: U. FELD, E. MASSLOH, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 septembre 2014. LAC/2014/45281. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161524/56.

(140182730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**A.C.G.R., Aménagement Commercial Grand-Rue, Société à responsabilité limitée,
(anc. Grey Shepherd S.à r.l.).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 82, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 189.779.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of the month of September;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "BLUE SHEPHERD S.à r.l.", established and having its registered office in L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 168342,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "GREY SHEPHERD S.À R.L.", established and having its registered office in L-1660 Luxembourg, 82, Grand-Rue, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 189779, (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on August 8, 2014, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and that the articles of association (the "Articles") have not been amended since;
- That the appearing party is the sole actual partner (the "Sole Partner") of the Company and that it has taken, through its Proxy-holder, the following resolution:

Resolution

The Sole Partner decides to change the Company's name from "GREY SHEPHERD S.À R.L." into "AMENAGEMENT COMMERCIAL GRAND-RUE", in abbreviation "A.C.G.R.", and to subsequently amend article 1 of the Articles, in order to give it the following wording:

" Art. 1. Name. There exists a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "AMENAGEMENT COMMERCIAL GRAND-RUE", in abbreviation "A.C.G.R.", (the "Company"), governed by the present articles of association, as well as by the respective laws and more particularly by the amended law of 10 August 1915 on commercial companies."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately eight hundred and eighty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinzième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "BLUE SHEPHERD S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 168342,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "GREY SHEPHERD S.À R.L.", établie et ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 82, Grand-Rue, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 189779, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 8 août 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

et que les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associé Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son Mandataire, la résolution suivante:

Résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société de "GREY SHEPHERD S.À R.L." en "AMENAGEMENT COMMERCIAL GRAND-RUE", en abrégé "A.C.G.R.", et de modifier subséquemment l'article 1^{er} des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Nom.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "AMENAGEMENT COMMERCIAL GRAND-RUE", en abrégé "A.C.G.R.", (la "Société"), régie par les présents statuts ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de huit cent quatre-vingts euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 septembre 2014. LAC/2014/43059. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161512/87.

(140183558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**European Property Soparfi 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. iii European Property Soparfi 1 S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.586.

Im Jahre zweitausendvierzehn,
am zweiten Tag des Monats Oktober.

Vor Uns, Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung von Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, der im Besitz vorliegender Urkunde verbleibt,

ist erschienen:

„European Property SICAV-FIS“ (vormals "iii European Property SICAV-FIS") (die "Alleinige Gesellschafterin"), eine luxemburgische société anonyme, mit Sitz in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, unter der Nummer B 137.555,

hier vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche ihm am 16. September 2014 in Luxemburg gegeben wurde,

welche Vollmacht, nachdem sie „ne varietur“ vom dem Bevollmächtigten und von dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden,

als alleinige Gesellschafterin der „iii European Property Soparfi 1 S.à r.l.“, eine luxemburgische société à responsabilité limitée, mit Sitz in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, unter der Nummer B 138.586 (die "Gesellschaft"), welche gegründet wurde gemäß einer notariellen Urkunde aufgenommen durch den vorgenannten Notar Jean-Joseph WAGNER, am 8. Mai 2008, welche im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, am 11. Juni 2008, unter der Nummer 1439 und Seite 69030, veröffentlicht wurde und deren Satzung zum letzten Mal abgeändert wurde, gemäß notarieller Urkunde aufgenommen durch denselben Notar Jean-Joseph WAGNER, am 15. Juni 2010 und im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, am 1. September 2010, unter der Nummer 1786 und Seite 85.723, veröffentlicht.

Die genannte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Bevollmächtigten der Alleinigen Gesellschafterin und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigegeben, um mit derselben registriert zu werden.

Der Erschienene, handelnd wie erwähnt, ersucht den amtierenden Notar, den folgenden einzigen Beschluss wie folgt zu beurkunden:

Einzigter Beschluss

Die Gesellschaft wird von "iii European Property Soparfi 1 S.à r.l." in "European Property Soparfi 1 S.à r.l." umbenannt und in entsprechender Weise Artikel 1 der Satzung wie folgt neu gefasst:

" **Art. 1.** Die Gesellschaft ist als «société à responsabilité limitée» (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) auf der Grundlage des Gesetzes für Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich Änderungsgesetzen gegründet.

Sie führt den Namen "European Property Soparfi 1 S.à r.l.".

Worüber Urkunde, beurkundet und aufgenommen in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung von allem Vorstehenden vor dem Bevollmächtigten der Erschienenen, der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. LOCHEN, M. SCHAEFFER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 09. Oktober 2014. Relation: EAC/2014/13704. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014162043/48.

(140185030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Alcogro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Hautcharage, 2, rue Laangwiss.

R.C.S. Luxembourg B 96.922.

— EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2014 que:

L'Assemblée Générale décide de nommer la société ERNST & YOUNG S.A., ayant son siège social à L - 5365 Munsbach, 7, Rue Gabriel Lippmann, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47 771 pour réviser les comptes de la Société pour l'exercice 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014164551/16.

(140187711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.